

CHAPITRE 5.

COMPRENDRE LA CONFIANCE POLITIQUE. L'IMPACT DES SCANDALES LOCAUX DANS LA CONFIANCE POLITIQUE DES ÉLECTEURS

Caroline Close, Jérémie Dodeigne, Sofie Hennau et Min Reuchamps

La confiance politique est une dimension essentielle de la politique à tous les niveaux du gouvernement (Marien & Hooghe, 2011). Étant donné la proximité naturelle de la politique locale, il est souvent affirmé que la confiance politique est plus grande à ce niveau qui est proche des citoyens. Dans ce contexte, l'objectif de ce chapitre sera de comprendre les facteurs sous-jacents qui définissent la confiance politique au niveau local par rapport aux autres niveaux de gouvernement. Cette recherche s'inscrit dans un contexte politique particulier, à savoir, dans le contexte de ce que l'on a appelé les scandales locaux. Pendant la législature locale de 2012 à 2018, des nombreux scandales de grande ampleur ont frappé les institutions politiques et leurs acteurs à Bruxelles, en Flandre et en Wallonie. Dans un tel contexte, la question qui se pose est de savoir si ces scandales ont eu un impact sur la confiance politique des électeurs dans le cadre des élections locales de 2018.

Afin d'éclairer cette question, ce chapitre poursuit un triple objectif. En premier lieu, il apporte une analyse descriptive sur le niveau de confiance des électeurs dans les différents niveaux du gouvernement : local, régional et fédéral. En deuxième lieu et dans la continuité des recherches existantes (Henry et al., 2015 ; Hooghe et al., 2011 ; Hennau & Ackaert, 2013), ce chapitre examine la variation des niveaux de confiance entre les régions et les individus (profil socio-démographique, attitudes politiques et comportement électoral). En troisième lieu, nous apportons dans ce chapitre un aspect novateur par rapport aux études antérieures qui se traduit dans la question suivante : dans quelle mesure l'apparition des scandales politiques pendant la période qui a précédé les élections de 2018 a pu avoir un impact sur la confiance politique des électeurs et, *in fine*, sur leur comportement politique. Pour ce faire, nous avons identifié les communes de l'échantillon de l'enquête frappées par un scandale (Publifin, Publipart, Samusocial, pour ne citer que trois des scandales les plus notoires).

Ce chapitre se structure comme suit. Dans la première section nous examinons les travaux empiriques existants sur la confiance au niveau local en Belgique. La section suivante aborde le lien entre les scandales et la confiance et, sur cette base, formule une série d'hypothèses. Les données et les variables utilisées dans l'analyse sont explorées dans la troisième section, suivie par la présentation des résultats en distinguant la variation entre les régions et entre les individus en termes de confiance dans les institutions locales. Dans la cinquième section, nous explorons l'impact des scandales dans le niveau de confiance des électeurs, d'abord d'une manière descriptive et ensuite au travers d'une analyse statistique plus sophistiquée qui démontre qu'en effet les scandales locaux ont fait diminuer la confiance politique, mais qu'un tel impact dépend aussi de comment les électeurs évaluent leurs représentants.

1. La confiance politique au niveau local en Belgique

Tant au niveau national qu'au niveau international, les recherches considèrent que la confiance politique est plus élevée lorsque les institutions sont plus proches du citoyen. De manière générale, les citoyens ont plus confiance dans les institutions locales que dans les institutions régionales et nationales. Cette conclusion est liée à la proximité de ce niveau de gouvernement, à sa visibilité plus grande et à son impact direct sur les vies des citoyens (Bouckaert et al., 2004 ; Jennings, 1998 ; Van Roosbroek, 2006). Ce chapitre le confirme : cette observation reste aussi valide pour la Belgique.

À partir de l'analyse des données de l'enquête sortie des urnes de 2012, Hennau et Ackaert (2013) ont étudié le niveau local (bourgmestre, collège, conseil communal) et ont conclu que la confiance dans le/la bourgmestre est plus faible que la confiance dans le collège et dans le conseil communal. Henry et al. (2015), sur la base des données des élections régionales, fédérales et européennes de 2014, ont examiné la confiance que les citoyens ont dans diverses institutions : la police, les médias, les partis politiques, le gouvernement et le parlement aux niveaux régional et fédéral, etc. À titre d'exemple et de manière générale, les partis politiques et les femmes et hommes politiques en tant qu'individus apparaissent comme les institutions avec le niveau de confiance le plus faible alors que le parlement est parmi les institutions pour lesquelles la confiance est plus grande. Dans les deux études que nous venons de mentionner, des différences significatives apparaissent entre les régions : les personnes interrogées en Flandre démontrent le plus souvent un niveau de confiance supérieur par rapport aux répondants wallons, bien que quelques variations soient constatées entre lesdites institutions.

Les recherches ont examiné la confiance en tant que variable à la fois dépendante et indépendante. Pour ce qui relève de la confiance en tant que variable dépendante, Hennau et Ackaert (2013) ont examiné l'impact des variables socio-démographiques et politiques sur le niveau de confiance dans les institutions locales. Au-delà des attitudes politiques, tant le niveau d'éducation que le type de profession ont une influence capitale dans la confiance politique. Par contre, l'origine ethnique a un impact assez limité. Henry et collègues (2015) se sont concentrés plus spécifiquement sur, d'une part, l'étude du différentiel entre la confiance dans le parlement et dans le gouvernement (régional et fédéral) et, d'autre part, sur l'étude des variables explicatives d'un tel phénomène au niveau individuel. Ils ont mis en avant que le différentiel de confiance est lié à la satisfaction vis-à-vis du gouvernement (au niveau fédéral ou régional) et les préférences politiques. Ils ont aussi montré des différences significatives entre les régions à ce propos, où les répondants flamands ont une confiance plus grande.

En tant que variable indépendante, la confiance a été souvent utilisée pour expliquer le comportement électoral (Henry et al., 2015 ; Hooghe et al., 2011 ; Hennau & Ackaert, 2013). Il est souvent affirmé que les niveaux bas de confiance ont tendance à augmenter les probabilités d'*exit* (vote blanc ou non valide, ou encore l'hy-

pothétique abstention dans le cas où le vote ne serait plus obligatoire) et les probabilités de *voice* (l'électeur(trice) vote pour des partis extrémistes ou populistes, pour des partis antisystème). Néanmoins, il faut noter qu'en Belgique les effets de la méfiance politique dans le comportement électoral sont influencés par le panorama politique spécifique en Flandre et en Wallonie puisque l'offre politique dans ces deux parties du pays diffère assez substantiellement. En Flandre, la N-VA, qui se présentait elle-même comme un parti *anti-establishment* avant les élections de 2014, a réussi à attirer une proportion significative des électeurs méfiants, de même que le Vlaams Belang et la Liste Dedeker (et le PvdA+). En Wallonie, les partis extrémistes ou populistes étaient moins présents (FN et PTB-GO) et c'est le parti écologiste (Ecolo) qui a bénéficié dans une certaine mesure des sentiments de méfiance (Hooghe et al., 2011).

L'étude des élections locales de 2018 en Belgique nous offre une opportunité importante afin de réévaluer quelques-unes de ces conclusions. Cette étude est d'autant plus importante que sont apparus des évolutions et des changements substantiels dans le paysage politique belge dans les deux grandes communautés après les élections locales de 2012. En Flandre, la N-VA constitue la première force politique depuis les élections de 2014 et par conséquent est perçue de plus en plus comme un parti du gouvernement, voire comme un parti traditionnel. Cela est aussi dû au fait que la N-VA a pris part à de nombreuses majorités locales. En Wallonie, le soutien électoral au PTB est à la hausse et le parti figure au sommet des sondages, alors qu'en 2009 (élections régionales) et en 2012 (élections locales), sa présence politique était presque insignifiante. En outre, alors qu'en Wallonie les forces politiques antisystème, populistes ou extrémistes n'ont pu capter que peu des voix des citoyens méfiants lors des précédentes élections de 2012, ce ne fut plus le cas en 2018. En effet, les résultats ont amené leur lot de surprises : du côté flamand, la N-VA a subi un revers électoral, principalement au bénéfice du Vlaams Belang et du côté francophone, Ecolo est sorti vainqueur des urnes et dans une moindre mesure, le PTB, alors que les trois partis traditionnels ont subi de sérieuses pertes.

Dans la lignée des recherches antérieures, ce chapitre, tout d'abord, décrit et compare le niveau de confiance que les répondants ont dans le gouvernement dans des différents niveaux de pouvoir. En deuxième lieu, nous comparons le niveau de confiance entre les régions et testons le rôle des facteurs individuels (socio-démographiques, attitudes politiques et préférences ainsi que le comportement électoral). Ensuite, soulignons que le caractère novateur de ce chapitre demeure d'avantage dans l'examen de l'impact des 'scandales' qui ont eu lieu dans des nombreuses communes au cours de la législature précédente. Sur cette base, la section suivante propose deux ensembles d'hypothèse par rapport à ce possible.

2. Confiance et scandales locaux

Depuis le début des années 1990, les analystes politiques dans tous les pays occidentaux ont découvert les contours d'une crise généralisée de la représentation démocratique (Dalton 2004 ; Norris, 1999 ; Putnam & Pharr, 2000). Le déclin de la

confiance politique et de la participation publique, l'augmentation du manque de satisfaction dans le fonctionnement de la démocratie et la montée de la volatilité électorale ont révélé que l'écart entre les femmes et hommes politiques et les citoyens n'a jamais été si grand (Marien & Hooghe, 2011). C'est aussi le cas en Belgique, dans les trois régions (Deschouwer, 2017 ; Caluwaerts & Reuchamps, 2018).

Plusieurs théories ont été esquissées pour expliquer ces tendances générales. Les citoyens sont devenus de plus en plus critiques envers leurs institutions et leurs représentants étant donné la hausse de leur niveau d'éducation (Norris, 1999). Une autre interprétation soutient en revanche que la politique est devenue trop complexe et difficile à comprendre et que par conséquent les femmes et hommes politiques seraient considérés de plus en plus distants et peu fiables (Hibbing & Theiss-Morse, 2002). D'autres explications plus à court terme sur la baisse de confiance dans les institutions et dans les femmes et hommes politiques impliquent les actions du gouvernement. Ces actions peuvent se référer au type des politiques publiques mises en œuvre – qui ne rencontreraient pas les attentes des électeurs ce qui créeraient (à terme) de la frustration et de la méfiance –, mais aussi aux comportements ainsi qu'aux attitudes morales et éthiques des gestionnaires publics. Ainsi, l'apparition des scandales politiques auraient érodé la confiance que les électeurs ont dans les femmes et hommes politiques et dans les institutions (Bowler and Karp 2004). Des telles dynamiques ont déjà été mise en avant au niveau local, notamment en Espagne (Solé-Ollé and Sorribas-Navarro 2018).

Le contexte politique dans les mois qui ont précédé les élections locales de 2018 en Belgique a été caractérisé par plusieurs *affaires*, parmi lesquelles les plus notoires sont : 'Publifin' en Wallonie, 'Publipart' en Flandre, le 'Samusocial' à Bruxelles et le 'Kazakhgate' au niveau fédéral.

Le scandale 'Publifin' est la suite de la découverte que des mandataires tant communaux que provinciaux nommés par le cdH, le PS et le MR ont reçu des jetons de présence dans le cadre des réunions du comité de secteur de cette intercommunale de la région liégeoise alors qu'ils n'avaient pas été physiquement présents à celles-ci. En outre, la nature et l'objectif de ces réunions ont été mis en question étant donné qu'il paraît qu'elles auraient surtout servi à concevoir des stratégies commerciales et non pas comme espaces de débat et de dialogique pour les autorités publiques. Selon Le Vif/L'Express qui a rendu public le scandale en décembre 2016³³, la rémunération par heure pour ces réunions est estimée entre 3.960 et 30.180 euros.

De manière similaire à 'Publifin', le scandale 'Publipart' a été connu du public en janvier 2017. En effet, des indemnités excessives auraient été payées aux mandataires locaux pour assister à ces réunions.³⁴ Publipart, une compagnie subsidiaire de l'intercommunale PubliLec, entretenait des relations avec les villes de Oudenburg, Dixmude et Oud-Heverlee, et encore davantage avec Gand. Les membres du

³³ <https://www.levif.be/actualite/belgique/des-elus-payes-500-euros-la-minute-pour-des-reunions-bidon-chez-publifin-ex-tecteo/article-normal-589067.html>.

³⁴ https://www.vrt.be/vrtnws/en/2017/02/11/after_wallonia_flandersnowhasitspublipartscandal-1-2888685/.

conseil d'administration étaient des femmes et hommes politiques du CD&V, Open Vld et du sp.a. L'implication de Publipart dans des secteurs controversés comme les armes chimiques a aussi généré des débats publics.

Yvan Mayeur, celui qui était alors bourgmestre de la (Ville) de Bruxelles ainsi que Pascale Peraïta, alors Présidente du Centre publique d'action social (CPAS) au sein de la Ville de Bruxelles également ont été impliqués dans l'affaire dite du « Samusocial », une organisation sans but lucratif qui offre un soutien aux sans-abris sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale. Ces deux membres du PS, également membres du conseil d'administration du Samusocial, ont été accusés d'avoir reçu des jetons de présence. Il semble que les rémunérations qu'ils auraient reçues étaient fixes au lieu d'être liées à leur participation effective aux réunions et aucun rapport n'a été trouvé attestant l'organisation de ces prétendues réunions. Le contraste entre les objectifs sociaux de l'asbl et les rémunérations perçues par ces deux mandataires (18.900 euros bruts chacun en 2015³⁵) a provoqué une grande indignation parmi l'opinion publique qui a conduit à la démission d'Yvan Mayeur du PS et de son mandant de bourgmestre en juin 2017.

Le 'Kazakhgate' fait référence à une affaire de corruption de grande ampleur à des facettes multiples. Elle remonte aux années 1990 et impliquait trois hommes d'affaires des anciennes républiques soviétiques opérant à partir du Kazakhstan qui ont été inculpés par les procureurs de Bruxelles pour avoir blanchi plusieurs millions d'euros par le biais de la création de sociétés douteuses sur le territoire belge. Grâce à une loi de transaction pénale, entrée en vigueur en Belgique en 2011, l'un des hommes d'affaires condamnés (Patokh Chodiev) a pu transiger son procès.³⁶ En 2016, le député libéral Armand De Decker (bourgmestre d'Uccle entre 2006 et 2017, ministre responsable de la coopération au développement entre 2004 et 2007 et président du Sénat de 1999 à 2004 et puis de 2007 à 2010), a été accusé d'avoir servi d'intermédiaire en vue d'accélérer le processus d'adoption de la loi de transaction pénale, alors qu'en même temps il était l'un des avocats de Patokh Chodiev. De multiples contacts avec le ministre de la justice auraient eu lieu à cet égard. De plus, Armand De Decker aurait reçu 740.000 euros pour ses services.³⁷ En mai 2018, Armand De Decker a été inculpé pour conflit d'intérêts dans l'affaire Kazakhgate.

Des personnalités politiques locales notamment des partis traditionnels (PS, cdH, MR, sp.a, Open Vld, CD&V – et même la N-VA avec le président de la Chambre, Siegfried Bracke) ont été impliquées dans ces affaires, ce qui a déclenché une série de conséquences : démissions politiques, la rupture des majorités régionales en Wallonie et à Bruxelles et les propositions de réforme vers une meilleure gouvernance amenées principalement par la pression exercée par les partis politiques moins traditionnels. Par conséquent, la question qui se pose est de savoir si ces affaires et leurs conséquences ont joué un rôle dans les élections de 2018 et ont affecté le niveau de confiance des électeurs et leur choix politique comme l'ont suggéré des

³⁵ https://www.rtf.be/info/belgique/detail_vous-n-avez-pas-tout-compris-a-l-affaire-du-samusocial-on-fait-le-point?id=9662749.

³⁶ <https://www.lesoir.be/68780/article/2016-11-14/le-kazakhgate-pour-les-nuls>.

³⁷ https://www.rtf.be/info/belgique/detail_le-depute-mr-armand-de-decker-incipulpe-dans-l-affaire-du-kazakhgate?id=9911463.

sondages organisés pendant la campagne électorale. En comparant les communes 'à scandale' (c'est-à-dire les communes où les mandataires locaux ont dû démissionner à la suite de ces scandales comme Yvan Mayeur à la Ville de Bruxelles) avec d'autres communes qui n'ont été frappées par un scandale, nous tenterons d'évaluer dans quelle mesure la confiance des électeurs et leur comportement politique qui en a résulté diffèrent ou non entre ces échantillons de communes.

Un premier ensemble d'hypothèses est élaboré à partir des différences possibles au niveau agrégé entre les communes. En premier lieu, nous anticipons que la confiance dans le collège communal sera moindre dans les communes 'à scandale' (c'est-à-dire où les mandataires locaux ont été impliqués dans ces scandales) par rapport aux communes 'sans scandale'. En deuxième lieu, nous anticipons que la confiance dans les institutions locales (collège et bourgmestre) a été particulièrement touchée. Une petite variation entre les communes suggérerait que « l'effet scandale » s'est propagé à travers les communes ou relativiserait l'existence d'un tel impact. En troisième lieu, afin d'évaluer un quelconque « effet de propagation » nous examinons si un scandale dans une commune voisine aurait pu affecter le niveau de confiance des répondants dans le gouvernement. On peut faire l'hypothèse que les répondants qui habitent près d'une commune 'à scandale' montrent des niveaux plus bas de confiance dans les institutions locales.

Un deuxième ensemble hypothèses va plus loin sur les dynamiques potentielles au niveau individuel, au sein des communes. Nous hypothétisons que les scandales locaux auraient un impact plus grand ou plus petit sur les électeurs individuels selon leur propre évaluation et perception (négative ou positive) qu'ils auraient des femmes et hommes politiques. Autrement dit, nous nous attendons à ce que pour les répondants qui auraient déjà une perception négative des femmes et hommes politiques (c'est-à-dire qui considèrent que les femmes et hommes politiques ne sont pas fiables, que leurs actions sont uniquement motivées par leurs propres intérêts personnels, notamment), les scandales auraient eu un impact limité. Pour ces personnes 'le ver serait déjà dans la pomme' et les scandales politiques qui ont eu lieu ne sont d'une certaine façon qu'une simple confirmation du comportement corrompu des femmes et hommes politiques. Par contre, pour les répondants avec une opinion neutre ou positive vis-à-vis la classe politique, les scandales communaux auraient affecté négativement leur confiance dans le gouvernement. Par conséquent, nous faisons l'hypothèse que parmi les répondants qui n'auraient pas encore atteint un certain seuil de méfiance, les scandales auraient réduit leur niveau de confiance. Nous testerons ces hypothèses en utilisant des effets d'interaction dans les modèles multivariés.³⁸

³⁸ Parce que l'évaluation que les électeurs ont de la fiabilité des femmes et hommes politiques en octobre 2018 pourrait avoir été affectée par les scandales eux-mêmes, les questions d'endogénéité sont potentiellement problématiques. Toutefois, les données empiriques confirment que la corrélation n'est pas systématiquement présente. Par conséquent, les scandales ne sont pas statistiquement associés à l'opinion que les électeurs se font des mandataires publics affichant un comportement clientéliste ($p = 0,174$). De plus, les différences de score entre les électeurs des communes ayant connu un scandale politique et les autres électeurs sont limitées (respectivement 6,2 et 6,1). Les deux autres déclarations sur la fiabilité des femmes et hommes politiques présentent une certaine corrélation statistique. Cependant la différence entre les communes (avec ou sans scandale) est limitée (au maximum 0,6 sur une échelle 0-10) alors que les différences au sein des différentes communes sont plus de quatre fois plus faibles.

3. Données et méthodes

3.1. Mesurer la confiance

Afin d'avoir une idée de la confiance institutionnelle des électeurs, ils devaient indiquer sur une échelle de 11 points (allant de 0 à 10, où 0 indique 'pas de tout de confiance' et 10 'pleinement de confiance') dans quelle mesure ils avaient confiance dans : le gouvernement fédéral, le gouvernement régional, le gouvernement local et bourgmestre (Tableau 1).³⁹

Tableau 5.1. Confiance dans le gouvernement – Statistiques descriptives

	Moyenne	Écart-type	N
Confiance dans le gouvernement fédéral	4.69	2.42	2993
Confiance dans le gouvernement régional	5.02	2.26	2856
Confiance dans le gouvernement local	6.03	2.33	2910
Confiance dans le bourgmestre	5.78	2.83	2908

Comme le tableau 5.1 le démontre, la confiance des électeurs dans le gouvernement augmente lorsque le gouvernement est proche des citoyens. Autrement dit, les électeurs ont généralement plus confiance dans le gouvernement local et une confiance plus faible dans le gouvernement fédéral. Cette conclusion est conforme aux résultats des recherches antérieures tant nationales qu'internationales sur la confiance dans les gouvernements (Bouckaert et al., 2004 ; Bral et al., 2011 ; Van Roosbroek, 2006).

Au niveau local, la confiance envers le/la bourgmestre est relativement élevée, mais légèrement inférieure à la confiance dans le gouvernement local dans son ensemble. De plus, la confiance dans le/la bourgmestre montre l'écart-type le plus substantiel (2,8) : la confiance peut fortement varier en fonction de la personnalité des individus, ainsi qu'en fonction du contexte local. La confiance dans les institutions locales semble être relativement stable par rapport aux élections locales précédentes : en 2012, la confiance dans le gouvernement local (collège et conseil communal) était de 5,9 et la confiance dans le/la bourgmestre était de 5,7 (Hennau & Ackaert, 2013). Par conséquent, au niveau agrégé, nous n'observons pas de chute dans le niveau moyen de confiance envers les institutions locales entre les deux élections.⁴⁰

³⁹ La formulation était : 'Pourriez-vous indiquer par un score de 0 à 10 votre confiance dans chacune des institutions suivantes ? 0 signifie que vous n'avez pas confiance dans l'institution, 5 ni confiance, ni pas confiance, et 10 que vous avez pleinement confiance.'. 'Kan u, op een schaal van 0 tot 10, aangeven hoeveel vertrouwen u persoonlijk heeft in de volgende instellingen ? 0 betekent dat u er helemaal geen vertrouwen in heeft, 5 betekent noch vertrouwen noch geen vertrouwen, en 10 betekent dat u er volledig vertrouwen in heeft.'

⁴⁰ Nous devons cependant être très prudents lorsque nous comparons les données de 2018 et de 2012, étant donné que les données relatives à la confiance tirées de l'enquête à la sortie des urnes de 2012 n'incluaient pas les communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

3.2. Identifier les communes 'à scandale'

Nous avons effectué une analyse des médias, afin de déterminer si une commune de l'échantillon avait été frappée par un scandale. Nous avons utilisé Go Press Academic comme source principale de couverture médiatique. Les termes que nous avons utilisés pour la recherche étaient « nom de la commune + scandale » quelques fois complétés par « bourgmestre » ou « échevin.e » afin de ne manquer aucun scandale. Cette recherche a donné les résultats présentés dans le tableau 5.2. Nous avons distingué deux contextes : si la commune elle-même avait été frappée par un scandale (comme ce fut le cas à Bruxelles avec le Samusocial) et si un scandale avait aussi touché une commune voisine (comme celle de Molenbeek-Saint-Jean avec le Samusocial qui a frappé la commune voisine de la Ville de Bruxelles). Au total, sur 45 communes, il y en a neuf qui ont eu un scandale au sein de la commune, 18 dans une commune voisine, sept dans la commune et dans une commune voisine, et 25 aucun de ces deux cas de figure.

Tableau 5.2. Scandales locaux parmi les communes

Commune	Scandale dans la commune = 1	Scandale dans la commune voisine = 1
Aarschot	1	0
Anvers	1	1
Anzegem	0	0
Beringen	0	1
Berlare	0	0
Bredene	0	1
Bruxelles-Ville	1	0
Charleroi	1	1
Deinze	0	0
Dilbeek	0	1
Dinant	0	0
Doische	0	0
Dour	0	0
Eeklo	0	0
Heers	0	0
He?ron	0	0
Herstal	1	1
Heuvelland	0	0
Jette	0	1
Koekelare	0	1
Kortenberg	0	0
La Louvie?re	0	0
Lie?ge	1	1
Lochristi	0	1
Malines	0	0
Molenbeek-Saint-Jean	0	1
Musson	0	0

Commune	Scandale dans la commune = 1	Scandale dans la commune voisine = 1
Nivelles	0	0
Pepinster	0	1
Rebecq	1	1
Saint-Josse-Ten-Noode	0	1
Saint-Nicolas	1	1
Schilde	0	1
Sint-Niklaas	0	0
Tessenderlo	0	0
Tielt	0	0
Tongres	0	0
Torhout	0	0
Tubize	0	0
Vaux-sur-Su?re	0	0
Verviers	1	1
Vleteren	0	0
Willebroek	0	0
Yvoir	0	0
Zaventem	0	1

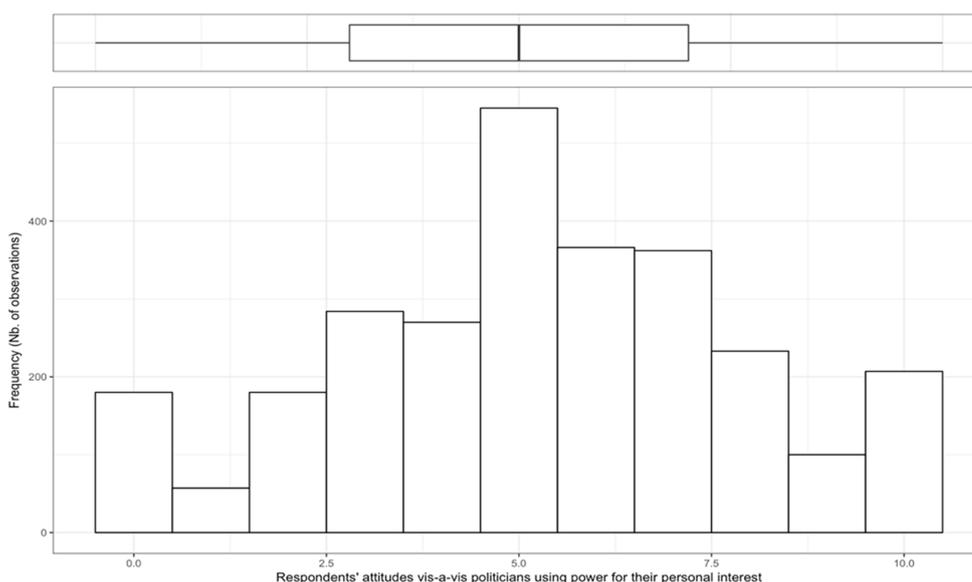
3.3. Les variables au niveau individuel

Parmi les facteurs individuels de confiance, nous examinons l'effet du genre (femme ou homme), de l'âge, de l'éducation (divisée en cinq niveaux, allant de 'enseignement primaire' jusqu'à 'diplôme universitaire') et la domiciliation. Celle-ci demandait si le/la répondant(e) vivait déjà dans la commune lors des dernières élections communales de 2012. Outre ces caractéristiques sociodémographiques, nous examinons la relation entre la confiance et le degré de satisfaction des répondants vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie au niveau local et leur autositionnement sur l'échelle idéologique gauche-droite. Pour ce qui relève du degré de satisfaction, les répondants ont été invités à indiquer leur degré de satisfaction quant au fonctionnement de la démocratie dans leur commune sur une échelle de zéro (pas du tout satisfait) à dix (totalement satisfait). Pour ce qui relève de leur positionnement idéologique, les répondants devaient se positionner sur une échelle allant de zéro ('à gauche') jusqu'à dix ('à droite'). Nous examinons également le comportement électoral lors des élections communales de 2018, y compris le vote blanc et le vote pour une liste communale. Nous regardons d'abord le comportement électoral au niveau agrégé en termes de familles politiques, puis nous faisons la distinction entre les répondants et partis francophones et néerlandophones.

Enfin, lors de l'analyse de l'impact des scandales dans les modèles multivariés, nous incluons la perception que les répondants ont de la « fiabilité » des femmes et hommes politiques afin de vérifier si l'impact du scandale varie en fonction de ces perceptions. Pour ce faire, nous avons demandé aux répondants de dire s'ils étaient d'accord ou en désaccord, sur une échelle de zéro (pas du tout d'accord) à dix (tout à fait d'accord), par rapport à l'énoncé suivant : « Les politiciens locaux de ma com-

mune utilisent leur pouvoir pour ne servir que leurs propres intérêts personnels ». Sur le graphique 5.1, nous constatons que les personnes interrogées en moyenne considèrent que les mandataires publics se situent sur la position médiane de l'échelle (médiane = 5,0, moyenne = 5,26). En outre, les scores supérieurs à trois et inférieurs à sept concernent 50 % des répondants. D'un autre côté, nous observons une fracture au sein de la population en ce qui concerne la fiabilité des femmes et hommes politiques : 25 % de la population donne un score égal ou inférieur à trois et 25 % de la population donne un score égal ou supérieur à sept. Au total, cela prouve qu'il existe un écart substantiel entre les répondants sur la question de la fiabilité des femmes et hommes politiques.

Graphique 5.1. Perception des répondants de la fiabilité des femmes et hommes politiques



4. Confiance dans le gouvernement : variation régionales et individuelles

4.1. Comparaison des niveaux de confiance entre les régions

Le tableau 5.3 compare le niveau de confiance dans les gouvernements entre les régions. Pour ce qui concerne les élections communales de 2012 (Hennau & Ackaert, 2013), les électeurs en Flandre accordaient beaucoup plus de confiance dans le gouvernement que les électeurs à Bruxelles et en Wallonie, quel que soit le niveau de gouvernement considéré. En 2018, ces tendances sont confirmées. Les électeurs de Wallonie affichent les niveaux de confiance les plus bas, ainsi que les écarts les plus importants. Même les bourgmestres – élus quasi-directement en

Wallonie – présentent le niveau de confiance le plus faible parmi les trois régions. Bruxelles semble être dans une position intermédiaire, avec des électeurs affichant des niveaux moyens de confiance. Nous notons des différences particulièrement marquées en ce qui concerne la confiance dans le gouvernement fédéral : cela pourrait s'expliquer par le déficit de représentativité francophone au sein du gouvernement fédéral, dans lequel le MR était le seul parti francophone de la majorité au moment où l'enquête a eu lieu.

Tableau 5.3. Confiance dans les gouvernements, par région – Comparaison des moyennes (ANOVA), sur la base d'une échelle de 0 à 10

	Bruxelles		Flandre		Wallonie		Sig.
	Moyenne	Écart-type	Moyenne	Écart-type	Moyenne	Écart-type	
Confiance dans le gouvernement fédéral	4.66	2.47	5.21	2.19	3.85	2.54	***
Confiance dans le gouvernement régional	5.07	2.22	5.33	2.15	4.50	2.37	***
Confiance dans le gouvernement communal	5.94	2.27	6.40	2.12	5.43	2.57	***
Confiance dans le bourgmestre	5.72	2.66	6.08	2.71	5.28	3.00	***

4.2. Comparaison de la confiance entre les individus : profil, attitudes et comportement politique

Le tableau 5.4 examine la relation entre la confiance dans les institutions locales et les variables individuelles, y compris les variables sociodémographiques (genre, âge, éducation, domiciliation, à savoir si le/la répondant(e) vivait déjà dans la commune en 2012) et les variables attitudinales (satisfaction vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie au niveau local et positionnement gauche-droite). En tant que variable dépendante, nous calculons la confiance des répondants dans les institutions locales comme la moyenne de la confiance dans le bourgmestre et de la confiance dans le gouvernement local. Nous avons également calculé un indice de confiance moyen envers les gouvernements fédéral et régional et effectué des analyses similaires, mais les conclusions sont à peu près les mêmes – à l'exception de l'effet du positionnement idéologique gauche-droite, détaillé ci-dessous. En moyenne, la confiance dans les institutions locales est supérieure d'un point par rapport à celle obtenue par les paliers supérieurs de gouvernement.

Pour ce qui relève de l'impact des variables socio-démographiques sur la confiance dans les institutions locales, celle-ci ne diffère pas par rapport au genre. En revanche, la confiance augmente avec l'âge. En outre, les répondants qui habitent dans une commune depuis plus de six années ont plus de confiance dans les acteurs politiques communaux que les personnes qui ont déménagé dans la commune après les élections de 2012. La confiance augmente également avec le niveau d'éducation, mais pas de manière linéaire : nous trouvons le score le plus hauts pour les répondants qui possèdent un diplôme supérieur non-universitaire. En effet, les répondants avec un diplôme universitaire apparaissent légèrement moins confiants ou plus 'critiques' (Norris, 1999) envers les institutions au niveau local.

Pour ce qui relève de l'impact des attitudes sur la confiance dans les institutions locales, plus les électeurs sont satisfaits de la démocratie, plus ils ont confiance dans les institutions locales : les personnes très satisfaites ont en moyenne un niveau de confiance deux fois plus élevé que celles qui déclarent ne pas être satisfaites. En ce qui concerne leur positionnement idéologique, la confiance est plus grande pour les répondants qui se positionnent soit au centre-gauche, soit au centre-droit. Les électeurs qui se positionnent à l'extrême gauche ou à l'extrême droite ont moins de confiance que d'autres types d'électeurs. Cette conclusion diffère lorsque nous analysons la confiance dans le gouvernement régional et fédéral (non repris dans le tableau) : dans ce cas, la confiance est plus élevée chez les électeurs de centre-droit que chez les autres électeurs, y compris ceux de centre-gauche. Ce résultat est cohérent compte tenu du fait que les gouvernements fédéral et régionaux (à l'exception du gouvernement de la Région de Bruxelles) comprenaient principalement des partis de droite et de centre-droit au moment de l'enquête. Dès lors, les électeurs de centre-gauche sont restés plus méfiants vis-à-vis des gouvernements régional et fédéral en raison de leur mécontentement vis-à-vis des partis politiques de centre-droit au pouvoir et des politiques qu'ils ont mises en œuvre. La couleur politique des gouvernements locaux était, quant à elle, plus hétérogène.

Tableau 5.4. Confiance dans les institutions locales et profil des répondants – Comparaison des moyennes (ANOVA), sur la base d'une échelle de 0 à 10

	Moyenne	Écart-type	N	Sig.
Sociodémographique				
Genre				
Homme	5.90	2.44	1399	
Femme	5.86	2.43	1396	
Age				***
18-34	5.65	2.37	685	
35-44	5.77	2.33	459	
45-54	5.92	2.47	511	
55-64	5.96	2.58	499	
65+	6.12	2.40	640	
Diplôme				**
Aucun / enseignement primaire	5.41	2.70	129	
Enseignement secondaire inférieur	5.62	2.84	293	
Enseignement secondaire supérieur	5.84	2.50	1038	
Enseignement supérieur non-universitaire	6.09	2.20	758	
Enseignement supérieur universitaire	5.93	2.30	569	
Domicilié dans la commune en 2012 ?				*
Oui	5.93	2.42	2306	
Non	5.66	2.47	481	
Attitudes				
Satisfaction avec la démocratie				***
Basse (0-5)	3.97	2.31	897	
Moyenne (6-7)	6.21	1.72	934	

	Moyenne	Écart-type	N	Sig.
Haute (8-10)	7.57	1.74	863	
Positionnement gauche-droite				***
0-1 (gauche)	5.28	2.71	224	
2-4 (centre-gauche)	6.03	2.18	598	
5 (centre)	5.82	2.47	863	
6-8 (centre-droite)	6.15	2.27	753	
9-10 (droite)	5.56	3.03	145	
Total	5.88	2.44	2787	

Le tableau 5.5 permet d'approfondir la relation existante entre le niveau de confiance dans les institutions locales et le comportement électoral. Tout d'abord, nous constatons que les personnes qui ont voté blanc lors des élections communales d'octobre 2018 ont le degré de confiance le plus bas envers les institutions communales. Par conséquent, un niveau faible de confiance augmente la probabilité d'*exit*. Deuxièmement, nous observons que les répondants qui votent pour les partis d'extrême gauche et d'extrême droite ont un niveau de confiance plus faible que la moyenne à l'égard des institutions locales, ce qui confirme que leur faible confiance entraîne un comportement de type *voice*. Les électeurs des partis verts sont également moins confiants dans les institutions locales que la moyenne, bien que d'un point plus élevé que les électeurs de partis d'extrême gauche et d'extrême droite. Les électeurs des partis ou listes socialistes, démocrates-chrétiens et locales – à savoir les partis qui sont généralement les mieux enracinés au niveau local – ont tendance à avoir le plus haut degré de confiance envers les institutions locales. Enfin, il est intéressant de noter que la confiance n'est pas plus élevée pour les électeurs des listes locales.

Tableau 5.5. Confiance dans les institutions locales et le comportement électoral – Comparaison des moyennes (ANOVA), sur la base d'une échelle de 0 à 10

	Moyenne	Écart-type	N	Sig.
Général				***
Vote blanc	4.06	2.81	101	
Gauche radicale	4.37	2.41	156	
Droite radicale	4.40	2.42	86	
Verts	5.42	2.21	329	
Libéraux	5.90	2.28	244	
Alliances	5.92	2.50	45	
Régionalistes	6.04	2.45	382	
Listes locales	6.08	2.47	637	
Démocrates-chrétiens	6.44	2.03	357	
Socialistes	6.54	2.25	457	
Totaux	5.88	2.44	2795	

Étant donné, d'une part, la différence entre le paysage politique en Flandre et en Wallonie et, d'autre part, les différences régionales qui ont été identifiées dans les recherches précédentes (Hooghe et al., 2011), nous distinguons, dans le Tableau 5.6, les électeurs néerlandophones des électeurs francophones. Par rapport au groupe néerlandophone, les plus hauts niveaux de confiance dans les institutions locales se trouvent parmi les électeurs des partis politiques traditionnels. Dans le groupe francophone, la même conclusion peut être esquissée en ce qui concerne le PS et le cdH. Le niveau de confiance des électeurs du MR est très similaire à celui des électeurs Ecolo et inférieur à la moyenne. Une éventuelle explication pourrait être que le PS (et dans une moindre mesure le cdH) est mieux ancré localement que le MR dans de nombreuses communes reprises dans l'échantillon (par exemple, les socialistes sont dominants à Charleroi, Herstal, Liège, Verviers, La Louvière ; à Jette, par contre, le cdH est le premier parti).

Lorsque nous examinons les niveaux de confiance les plus bas, des différences frappantes apparaissent entre les deux groupes linguistiques : du côté néerlandophone, les niveaux les plus bas se retrouvent chez les électeurs de l'extrême gauche et chez les électeurs qui ont voté blanc, alors que du côté francophone, les niveaux de confiance les plus bas se situent chez les électeurs d'extrême droite et chez ceux qui ont voté blanc. La différence dans le niveau de confiance entre les électeurs des partis d'extrême droite des deux côtés de la frontière linguistique est particulièrement frappante, ce qui reflète une position différente de cette famille politique : en Flandre, le Vlaams Belang est devenu un parti solide, alors que dans le groupe francophone, l'extrême droite reste faible et fragmentée. Néanmoins, il est important de noter que le niveau de confiance des électeurs flamands d'extrême droite est également très inférieur à la moyenne.

Une dernière remarque concerne le niveau de confiance des électeurs des partis régionalistes. Alors que ces électeurs font moins confiance aux institutions communales dans la partie francophone de la Belgique, l'inverse est vrai dans la partie néerlandophone, reflétant encore une fois la position différenciée des partis dans les deux systèmes partisans. Pendant la législature 2012-2018, le parti nationaliste flamand faisait partie de la majorité locale dans environ un tiers des communes flamandes. De plus, depuis 2014, ce parti a participé à la majorité aux niveaux fédéral et régional. En conséquence et en termes de confiance locale, les électeurs semblent considérer la N-VA plus comme un parti traditionnel que comme un parti *anti-establishment*.

Tableau 5.6. Confiance dans les institutions locales et comportement électoral, par groupe linguistique – Comparaison des moyennes (ANOVA)

	Électeurs néerlandophones ***			Électeurs francophones ***		
	Moyenne	N	Écart-type	Moyenne	N	Écart-type
Gauche radicale	4.20	40	2.39	4.42	117	2.42
Vote blanc	4.32	36	2.31	3.93	65	3.05
Droite radicale	4.88	65	2.21	2.89	21	2.46

	Électeurs néerlandophones ***			Électeurs francophones ***		
	Moyenn e	N	Écart- type	Moyenn e	N	Écart- type
Verts	5.57	194	1.97	5.22	134	2.50
Alliances	5.92	45	2.50			
Régionalistes	6.37	325	2.39	4.18	58	1.94
Listes locales	6.52	270	2.25	5.76	367	2.58
Libéraux	6.53	127	2.05	5.21	117	2.33
Démocrates-chrétiens	6.54	287	1.94	6.03	70	2.31
Socialistes	6.60	197	2.17	6.50	261	2.32
Totaux	6.20	1585	2.26	5.47	1209	2.59

5. Analyse de l'effet des scandales

5.1. Comparaison des niveaux de confiance entre les communes « à scandale » et les communes « sans scandale »

Le tableau 5.7 compare les niveaux moyens de confiance entre les répondants qui habitent dans une commune qui a connu un scandale et ceux provenant d'une commune sans scandale. Le tableau 5.8 compare les niveaux moyens de confiance entre les répondants qui habitent dans une commune avoisinante à une commune 'à scandale' et les habitants dans des communes qui ne sont pas à proximité d'une telle commune. Le tableau 5.9, quant à lui, compare les niveaux moyens de confiance des répondants ayant connu un scandale dans leur commune et/ou dans une commune voisine par rapport aux répondants des communes 'sans scandale'. Nous évaluons ainsi le possible « effet cumulatif » des scandales.

Tableau 5.7. Confiance dans le gouvernement parmi les communes « à scandale » et les communes « sans scandale » – Comparaison des moyennes (ANOVA), sur la base d'une échelle de 0 à 10

	Scandale dans la commune			
	Non	Oui	Différence	Sig.
Confiance dans le bourgmestre	6.13	5.02	-1.11	***
Confiance dans le gouvernement communal	6.35	5.32	-1.03	***
Confiance dans le gouvernement régional	5.12	4.81	-0.31	**
Confiance dans le gouvernement fédéral	4.90	4.26	-0.64	***

Note : *** p < 0.001, ** p < 0.01, * p < 0.05, (+) p < 0.1

Tableau 5.8. Confiance dans le gouvernement par rapport à une commune avoisinante – Comparaison des moyennes (ANOVA), sur la base d'une échelle de 0 à 10

	Scandale dans la commune avoisinante			
	Non	Oui	Différence	Sig.
Confiance dans le bourgmestre	5.95	5.58	-0.37	***
Confiance dans le gouvernement communal	6.18	5.87	-0.31	***
Confiance dans le gouvernement régional	5.1	4.93	-0.17	(+)
Confiance dans le gouvernement fédéral	4.85	4.53	-0.32	***

Note : *** $p < 0.001$, ** $p < 0.01$, * $p < 0.05$, (+) $p < 0.1$

Tableau 5.9. Confiance dans le gouvernement par rapport à la commune et à la commune avoisinante – Comparaison des moyennes (ANOVA), sur la base d'une échelle de 0 à 10

	Scandale dans une commune et dans une commune avoisinante			
	Non	Un scandale	Deux scandales	Sig.
Confiance dans le bourgmestre	6.03	5.97	4.88	***
Confiance dans le gouvernement communal	6.25	6.26	5.21	***
Confiance dans le gouvernement régional	5.11	5.24	4.69	**
Confiance dans le gouvernement fédéral	4.89	4.97	4.15	***

Note : *** $p < 0.001$, ** $p < 0.01$, * $p < 0.05$, (+) $p < 0.1$

En premier lieu, nous constatons que les niveaux de confiance dans toutes les institutions sont affectés à chaque fois qu'un scandale éclate dans la commune, mais également dans une commune voisine, bien que dans ce cas l'impact soit plus faible. En deuxième lieu, la confiance dans le/la bourgmestre est la plus impactée lorsqu'un scandale se produit dans la commune, ainsi que dans une commune avoisinante ; la confiance dans le gouvernement communal est la deuxième plus touchée lorsque le scandale se produit au sein de la commune. L'effet est assez considérable entre les communes 'à scandale' et les communes 'sans scandale' : en moyenne, la confiance envers le/la bourgmestre et le gouvernement local est inférieure d'un point chez les répondants des communes 'à scandale'. Cependant, on peut aussi remarquer que, quelle que soit la commune (à scandale ou non), le niveau de confiance dans les institutions locales est toujours plus élevé que dans les gouvernements régional et fédéral.

Il est important de noter que la confiance dans le gouvernement régional semble être la moins touchée par les scandales ; probablement parce que ces scandales régionaux concernent principalement des affaires locales impliquant des élus locaux (par exemple, Publifin) – et non la politique régionale en tant que telle. Dernier élément mais pas pour autant le moins important : la confiance envers les gouvernements et les bourgmestres est la plus faible chez les répondants qui ont

été victimes de multiples scandales (dans leur propre commune ainsi que dans la commune voisine). Nous observons dans tous les tableaux que la confiance de ces répondants est la plus faible, ce qui prouve l'existence d'un 'effet cumulatif' desdits scandales.

Dans l'ensemble, ces résultats confirment notre premier ensemble d'hypothèses (voir ci-dessus). Ils suggèrent que le scandale a un impact sur la confiance et en particulier sur la confiance locale. Une sorte d'effet de propagation apparaît, même s'il n'est pas très fort – sauf lorsqu'il y a un effet cumulatif de multiples scandales.

5.2. Analyses multivariées

Les modèles de régression linéaire multivariés présentés ci-dessous analysent les variables qui déterminent les différents niveaux de confiance des répondants à l'égard du ou de la bourgmestre ainsi qu'à l'égard des gouvernements local, régional et fédéral.

Ces modèles reposent sur les constats descriptifs présentés ci-dessus, mais fournissent des analyses plus sophistiquées. En premier lieu, ils permettent de tester en même temps l'effet de multiples facteurs, tant au niveau individuel qu'au niveau communal, y compris l'apparition de scandale(s). Par conséquent, le modèle multivarié nous aide à éclairer la question suivante : l'effet des scandales que nous avons observés est-il encore valable une fois que nous contrôlons pour les caractéristiques des personnes interrogées ainsi que les caractéristiques des communes ? Dans le cadre d'un modèle multivarié, nous pouvons mieux évaluer les effets des différentes variables et déterminer celles qui sont significatives.

En deuxième lieu, les effets d'interaction aident à déterminer si l'effet des scandales dépend de la perception que les individus ont des femmes et hommes politiques. C'est-à-dire que, pour tester notre deuxième ensemble d'hypothèses, nous incluons un terme interactif entre la variable 'scandales dans la commune' et trois déclarations sur la fiabilité des femmes et hommes politiques : nous vérifions si les participants ayant une opinion positive des mandataires publics sont plus fortement impactés par des scandales politiques que les participants ayant des attitudes négatives. De plus, nous vérifions d'autres variables susceptibles d'avoir un impact sur la confiance, telles que le genre, l'éducation, l'âge, le positionnement idéologique droite-gauche, le vote pour un parti antisystème (voir ci-dessus), mais aussi la nationalité, le degré d'urbanisation de la commune et les régions.⁴¹

Pour les quatre variables dépendantes : (1) la confiance dans le gouvernement fédéral ; (2) la confiance dans le gouvernement régional ; (3) la confiance dans le gouvernement local ; (4) la confiance dans le/la bourgmestre – trois modèles ont été spécifiés pour évaluer les effets des trois types d'attitudes vis-à-vis des femmes

⁴¹ Compte tenu de la structure 'imbriquée' des données (les 2293 répondants ayant répondu à tous les éléments pertinents sont imbriqués dans les 45 communes couvertes par notre échantillon), nous spécifions des modèles multiniveaux avec une variation de l'intercepte (c'est-à-dire la confiance moyenne des communes) et avec une variation de la pente pour la présence de scandales dans la commune en fonction de l'attitude des répondants vis-à-vis des femmes et hommes politiques.

et hommes politiques. Au total, 12 modèles ont ainsi été reproduits. Par souci de parcimonie, les tableaux de régression sont annexés, tandis que ci-dessous nous n'exposons que les principales conclusions empiriques, basées sur le Tableau 5.10.

Comme prévu, certaines des variables de contrôle sont hautement significatives et influencent fortement la confiance des répondants. En particulier, nous observons qu'être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur est presque systématiquement associé à une confiance plus élevée dans les gouvernements – à l'exception de la confiance dans le/la bourgmestre. Par ailleurs, les répondants qui sont davantage satisfaits de l'état actuel de la démocratie sont – sans surprise – ceux qui ont une plus grande confiance. En termes de préférence partisane, la méfiance est en outre fortement associée avec le soutien des partis antisystème.

Tableau 5.10. Régression linéaire multiniveaux sur la confiance dans le gouvernement fédéral, le gouvernement régional, le gouvernement local et le bourgmestre

	Confiance			
	Gouvernement fédéral	Gouvernement régional	Gouvernement local	Bourgmestre
Genre : femme	0.19** (0.09)	0.06 (0.08)	0.10 (0.07)	0.12 (0.09)
<i>Education (catégorie de référence : aucun/primaire)</i>				
Enseignement secondaire inférieur	0.44 (0.27)	0.54** (0.26)	0.62*** (0.22)	0.15 (0.29)
Enseignement secondaire supérieur	0.62** (0.25)	0.59** (0.24)	0.61*** (0.20)	0.05 (0.26)
Enseignement supérieur non-universitaire	0.99*** (0.25)	0.97*** (0.24)	0.64*** (0.20)	-0.10 (0.26)
Enseignement universitaire	1.17*** (0.25)	1.00*** (0.24)	0.56*** (0.21)	-0.04 (0.27)
<i>Age (catégorie de référence : 45-54)</i>				
18-34	0.26** (0.13)	0.34*** (0.12)	-0.001 (0.10)	0.06 (0.14)
35-44	0.01 (0.15)	0.35** (0.14)	0.23* (0.12)	0.12 (0.16)
55-64	0.03 (0.15)	0.27** (0.14)	0.10 (0.12)	0.23 (0.16)
65+	0.13 (0.16)	0.30** (0.15)	0.21* (0.12)	0.43*** (0.16)
Non-belge	0.20* (0.11)	0.14 (0.10)	0.08 (0.09)	0.10 (0.12)
Autopositionnement idéologique gauche-droite	0.19*** (0.02)	0.07*** (0.02)	-0.002 (0.02)	-0.02 (0.02)

	Confiance			
	Gouvernement fédéral	Gouvernement régional	Gouvernement local	Bourgmestre
Vote pour un parti antisystème	-0.40*** (0.14)	-0.44*** (0.13)	-0.51*** (0.11)	-0.49*** (0.15)
Satisfaction dans la démocratie	0.29*** (0.02)	0.34*** (0.02)	0.56*** (0.02)	0.62*** (0.02)
<i>Degré d'urbanisation (catégorie de référence : communes rurales)</i>				
Communes semi-urbaines	0.23 (0.14)	0.16 (0.13)	-0.27** (0.11)	-0.37** (0.16)
Communes urbaines	-0.10 (0.17)	-0.16 (0.17)	-0.24* (0.14)	-0.16 (0.21)
<i>Région (catégorie de référence : Flandre)</i>				
Wallonie	-0.95*** (0.11)	-0.54*** (0.11)	-0.42*** (0.09)	-0.15 (0.13)
Bruxelles	-0.31* (0.16)	-0.02 (0.16)	-0.10 (0.13)	-0.12 (0.21)
Fiabilité dans les femmes et hommes politiques	-0.04** (0.02)	-0.01 (0.02)	-0.15*** (0.02)	-0.17*** (0.02)
Scandales dans la commune	0.66*** (0.23)	0.92*** (0.22)	-0.11 (0.18)	-0.24 (0.26)
Fiabilité dans les femmes et hommes politiques X Scandale	-0.07* (0.04)	-0.10*** (0.03)	-0.02 (0.03)	-0.05 (0.04)
Constante	1.46*** (0.36)	1.78*** (0.35)	3.16*** (0.29)	3.20*** (0.39)
N (niveau I)	2,338	2,287	2,298	2,290
N (niveau II)	44	44	44	44
Log Likelihood	-5,037.49	-4,792.02	-4,434.90	-5,052.70
Akaike Inf. Crit.	10,120.98	9,630.04	8,915.79	10,151.39
Bayesian Inf. Crit.	10,253.40	9,761.94	9,047.81	10,283.33
Note : *p<0.1 ; **p<0.05 ; ***p<0.01				

Une fois que nous contrôlons pour d'autres types de facteurs, les scandales semblent, tout d'abord, avoir un impact différent sur la confiance dans les institutions locales (bourgmestre et gouvernement local) et sur la confiance dans les gouvernements des niveaux supérieurs. Dans le premier cas, les scandales dans une commune minent clairement la confiance des répondants dans le gouvernement local et dans le/la bourgmestre (même si ce n'est pas à un niveau statistiquement significatif, voir ci-dessous) ; dans le second cas, les scandales ont curieusement des effets positifs sur la confiance dans les gouvernements régionaux et fédéraux. Cette différence peut être interprétée par le fait que les répondants perçoivent ou croient que leurs représentants locaux ont été impliqués dans le scandale – que ce soit le cas ou non ; ou, même si (ils savent que) le/la bourgmestre et le gouvernement local ne sont pas impliqués, ils leur attribuent la responsabilité des affaires qui

ont eu lieu pendant leur mandat. Autrement dit, les scandales locaux conduisent à une méfiance dans l'arène politique locale. En revanche, lorsque des scandales se produisent au niveau communal, les personnes interrogées peuvent se sentir davantage plus confiantes vers le gouvernement à des niveaux plus élevés, perçus comme 'plus propres' ou moins corrompus que le gouvernement au niveau local.

En deuxième lieu, l'attitude des répondants vis-à-vis de la fiabilité des femmes et hommes politiques a toujours un effet négatif sur la confiance, chaque fois que la variable est significative (ce qui est le cas pour toutes les institutions sauf pour les gouvernements régionaux).

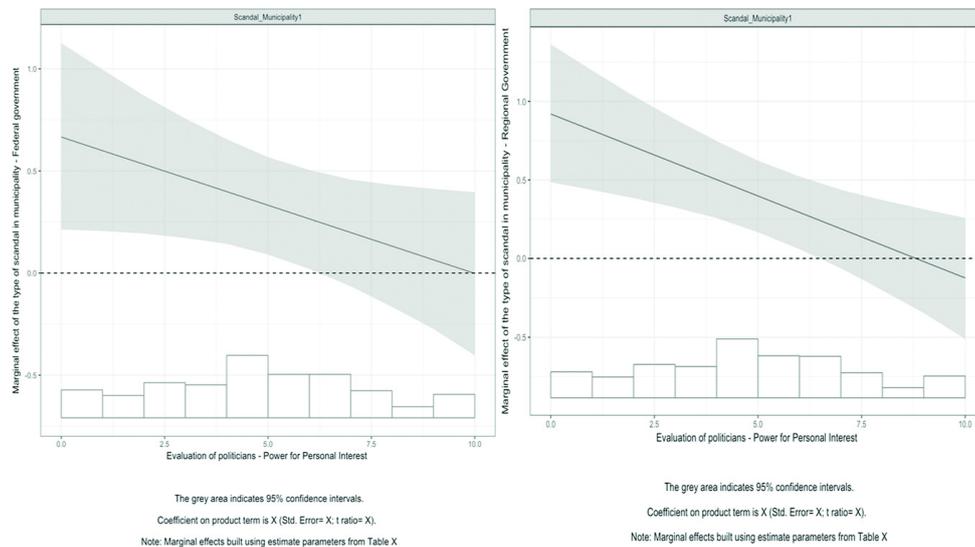
En troisième lieu, les termes interactifs entre la variable 'scandale dans une commune' et la variable 'fiabilité vers les femmes et hommes politiques' sont significatifs dans les modèles qui testent la confiance dans les gouvernements régional et fédéral. Lorsque le terme interactif est négatif, cela indique que l'effet d'un scandale communal (c'est-à-dire son coefficient) diminue au fur et à mesure que le score des répondants augmente sur l'échelle de confiance de 0 à 10. Pour les différents modèles développés, nous observons que 'l'effet scandale' varie donc directement en fonction de l'évaluation que les participants ont de la fiabilité des femmes et les hommes politiques.⁴² Plus les répondants sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle les femmes et hommes politiques utilisent le pouvoir de leur charge publique pour leur propre intérêt, moins un scandale aura un impact sur leur degré de confiance. Par conséquent, les scandales peuvent potentiellement altérer la confiance des électeurs dans leurs institutions, en particulier parmi les électeurs qui ont toujours eu un avis positif ou neutre sur la crédibilité des mandataires politiques. En fait, on pourrait donc dire que les scandales sont très préjudiciables à la démocratie car ils semblent avoir un effet plus diffus et durable.

L'interprétation de l'effet des termes interactifs est toutefois mieux présentée à travers les « effets marginaux » (voir les graphiques 5.2 ci-dessous). Cela nous aide à visualiser comment une variable (les scandales dans une commune) varie en fonction d'une autre variable (position des répondants sur l'échelle de confiance de 0 à 10). Par souci de parcimonie, nous ne présentons que les chiffres qui ont des effets substantiels et statistiques. Les graphiques montrent que les effets marginaux de la variable 'scandale dans la commune' (axe-Y) (c'est-à-dire le coefficient) varient en fonction des scores des répondants sur l'échelle de 0 à 10 pour la variable 'évaluation de la fiabilité des politiciens' (axe-X). De plus, les histogrammes en bas du graphique indiquent la répartition de la confiance tout au long de l'axe-X. La ligne pointillée représente l'effet nul de la variable 'scandale dans la commune' : au-dessous de la ligne se trouvent les effets négatifs et au-dessus de la ligne les effets positifs. Les zones grises couvrent les intervalles de confiance de 90 %. Lorsque les intervalles de confiance traversent la ligne pointillée, cela signifie qu'il n'y a pas d'effet statistique.

⁴² Comme affirmé par Brambor et ses collègues (2006), il est possible d'observer que des effets statistiques marginaux sont différents pour les valeurs de la variable interactive, mais pas pour les autres variables.

Dans le graphique 5.2a (confiance dans les gouvernements régional et fédéral), les effets marginaux indiquent que les scandales dans la commune ne concernent que ceux qui ne pensent pas que les femmes et hommes politiques agissent dans leurs propres intérêts, c'est-à-dire ceux situés entre 0 et 5 sur l'échelle. En revanche, les scandales communaux n'ont pas eu d'effet significatif sur les électeurs ayant une attitude négative vis-à-vis de la fiabilité des femmes et hommes politiques (scores de 6 et plus sur l'échelle de 0 à 10), comme le montrent les intervalles de confiance qui traversent l'effet nul représenté par la ligne pointillée. Conformément à notre hypothèse, il semblerait que la présence ou l'absence de scandales n'affecte pas la confiance de ces répondants, car de toute façon ceux-ci considèrent déjà que les femmes et hommes politiques agissent toujours dans leur intérêt personnel. Au contraire, les scandales renforcent la confiance des gouvernements régionaux et fédéraux auprès des personnes interrogées ayant une opinion neutre ou positive vis-à-vis des femmes et hommes politiques. Autrement dit, il semblerait que les échelons supérieurs du gouvernement deviennent un refuge pour les répondants lorsque des scandales ont lieu dans les paliers inférieurs.

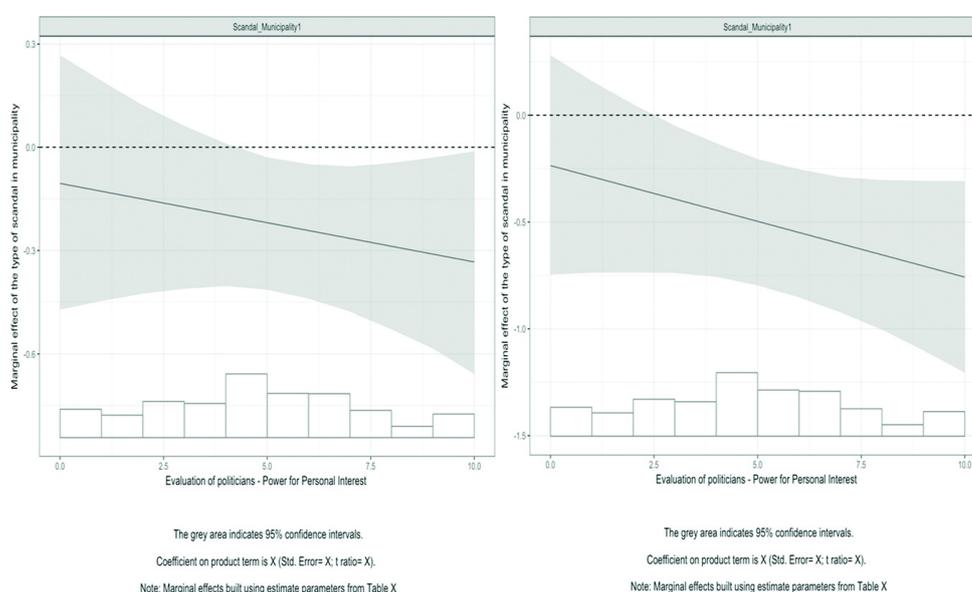
Graphique 5.2a. Effet du scandale sur la confiance dans le gouvernement fédéral (à gauche) et dans le gouvernement régional (à droite), selon l'attitude des répondants par rapport à l'utilisation du pouvoir par les femmes et hommes politiques dans leurs propres intérêts



Dans le graphique 5.2b (confiance dans le/la bourgmestre et le gouvernement local), les résultats sont inversés : les électeurs ayant un avis favorable sur la fiabilité des femmes et hommes politiques ne sont pas affectés par les scandales. Lorsqu'un scandale se produit dans une commune, l'impact sur la confiance semble avoir plusieurs facettes. Parmi les électeurs désireux de croire que leurs mandataires sont fiables, un scandale dans une commune n'affectera pas de manière significative leur confiance dans les institutions locales ; cependant, cela aide à améliorer leur confiance dans les niveaux supérieurs de gouvernement qui pourraient être perçus

comme plus digne de confiance. En revanche, parmi les électeurs qui ont tendance à percevoir leurs mandataires comme fonctionnant de manière clientéliste et ne visant que leurs propres intérêts, un scandale dans une commune va considérablement accroître, ou pour le dire tout simplement, va renforcer leur méfiance envers les institutions locales, mais cela n’affectera pas de manière significative leur confiance dans les gouvernements régional et fédéral – puisqu’ils ont déjà une faible considération pour la classe politique dans son ensemble.

Graphique 5.2b. Effets des scandales sur la confiance dans le bourgmestre (à gauche) et dans le gouvernement local (à droite), selon l’attitude des répondants par rapport à l’utilisation du pouvoir par les femmes et hommes politiques dans leurs propres intérêts



6. Conclusion

Ce chapitre avait un triple objectif. En premier lieu, il visait à fournir des analyses descriptives sur le niveau de confiance des électeurs dans les différents niveaux de gouvernement. Le deuxième objectif était d’examiner les variations de confiance entre les trois régions et en fonction du profil sociodémographique, des attitudes politiques des individus ainsi que de la relation entre la confiance et le comportement électoral. En troisième lieu, le chapitre visait à analyser l’impact des scandales locaux sur le niveau de confiance des électeurs dans les différents niveaux de gouvernement (local, régional et fédéral).

En ce qui concerne les deux premiers objectifs, les résultats sont conformes aux recherches antérieures. La confiance est plus forte dans le gouvernement local (en particulier dans le collège communal) que dans les niveaux supérieurs. La confiance, quel que soit le niveau de gouvernement, varie en fonction du profil sociodémo-

graphique de l'individu et des attitudes politiques : la confiance augmente avec l'âge et le niveau d'éducation, même si un diplôme universitaire peut également augmenter la méfiance étant donné que certains citoyens très instruits deviennent plus critiques. Précisément, la confiance dans le gouvernement local augmente par rapport au temps vécu dans la commune en tant que résident. Concernant les attitudes, la satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie au niveau local fait augmenter la confiance dans les institutions locales. L'impact du positionnement idéologique gauche-droite sur la confiance révèle un niveau de confiance inférieur parmi les électeurs positionnés aux extrêmes. L'impact du positionnement gauche-droite varie également légèrement en fonction du niveau de gouvernement, mais cela semble principalement dû à la « couleur » de la majorité au pouvoir. La relation entre la confiance et le comportement électoral montre des tendances similaires.

Lorsque nous comparons le niveau agrégé de confiance dans les institutions locales entre 2012 et 2018, aucune différence significative n'a pu être constatée, ce qui suggère que le contexte temporel a peu d'impact. Cependant, les comparaisons entre les trois régions (plus haut niveau de confiance en Flandre, plus bas en Wallonie, Bruxelles au milieu) et, plus important encore, entre les communes, ont révélé que le contexte politique a une influence. En effet, conformément au troisième objectif, l'analyse a mis en évidence un véritable 'effet de scandale' sur la confiance des électeurs dans leur gouvernement (local). Cependant, afin de bien tester le lien de causalité entre scandale et confiance, une conception longitudinale pourrait être l'objet d'une recherche ultérieure : c'est-à-dire, idéalement, une recherche qui mesure la confiance avant et après le scandale.

Un premier examen des données a montré que, à un niveau agrégé, les niveaux de confiance, et en particulier de confiance envers les institutions, sont moins élevés dans les communes frappées par un scandale. Des analyses plus fines ont cherché à définir l'effet des scandales sur les niveaux de confiance individuel en fonction de la perception des répondants quant à la fiabilité qu'ils accordent aux femmes et hommes politiques. Nos résultats ont révélé des tendances intéressantes : parmi les répondants affichant une considération neutre ou positive envers les mandataires publics, les scandales ne feront qu'augmenter de manière significative leur confiance dans les niveaux supérieurs de gouvernement, mais n'auront pas d'incidence significative sur leur confiance dans le gouvernement local. Parmi les répondants affichant une considération négative des mandataires publics, les scandales tendent à réduire leur niveau de confiance (déjà faible) dans les institutions locales, mais n'affectent pas leur confiance dans les niveaux supérieurs de gouvernement.

Pour conclure, la confiance des électeurs dans le système ne semble pas uniquement due à des changements sociétaux à long terme, mais elle répond également aux actions à court terme et au comportement éthique des femmes et hommes politiques qui sont en place. Cependant, l'influence de ces scandales sur la relation des citoyens avec leurs institutions semble modérée par l'évaluation *a priori* que les citoyens ont de la fiabilité de leurs représentants politiques.

Références

- Abts, K. (2007). De invloed van politieke tevredenheid op politiek vertrouwen. In Billiet, J. Goeminne, B. & Swyngedouw, M. (Eds.). *De kiezer onderzocht. De verkiezingen van 2003 en 2004 in Vlaanderen* (pp. 249-290). Louvain : Universitaire Pers Louvain.
- Bouckaert, G., Maddens, B., Kampen, J. & Van de Walle, S. (2004). Vertrouwen en overheid ! Living apart together ? In Reynaert, H., Steyvers, K. & Verlet, D. (Eds.). *Lokale en provinciale politiek : vertrouwen en betrokkenheid op lokaal en provinciaal vlak* (pp. 1-15). Bruges : Vanden Broele.
- Bowler, S. & Karp, J.A. (2004). Politicians, Scandals, and Trust in Government. *Political Behavior*, 26(3), 271-287.
- Brambor, T., Clark, W. R. & Golder, M. (2006). Understanding Interaction Models : Improving Empirical Analyses. *Political Analysis*, 14(1), 63-82.
- Caluwaerts, D. & Reuchamps, M. (2018). *The Legitimacy of Citizen-led Deliberative Democracy : The G1000 in Belgium*. Abingdon : Routledge.
- Dalton, R.J. (2004). *Democratic Challenges, Democratic Choices : The Erosion of Political Support in Advanced Industrial Democracies*. Oxford : Oxford University Press.
- Deschouwer, K. (Ed.) (2017). *Mind the Gap : Political Participation and Representation in Belgium*. Colchester : Rowman & Littlefield International / ECPR Press.
- Hennau, S. & Ackaert, J. (2013). Vertrouwen en stemgedrag bij lokale verkiezingen. In : Dassonneville, R., Hooghe, M., Mariën, S. & Pilet, J. P. (Eds.). *De lokale kiezer : Het kiesgedrag bij de Belgische gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2012* (pp. 245-274). Bruxelles : ASP.
- Hennau, S., Keunen, S. & Ackaert, J. (2017). Een (meer) rechtstreekse burgemeestersverkiezingen in Vlaanderen ? De invloed van kieswetgeving op het Vlaamse burgemeestersbestand. *Tijdschrift voor Bestuurswetenschappen en Publiekrecht*, 9, 494-510.
- Henry, L., van Haute, E. & Hooghe, M. (2015). Confiance, satisfaction et comportement électoral dans un Etat fédéral. In : Deschouwer, K., Baudewyns, P., Delwit, P., Hooghe, M. & Walgrave, S. (Eds.). *Décrypter l'électeur. Le comportement électoral et les motivations de vote* (pp. 213-234). Tiel : Lannoo Campus.
- Hibbing, J.R. & Theiss-Morse, E. (2002). *Stealth Democracy : Americans' Beliefs about How Government Should Work*. New York : Cambridge University Press.
- Hooghe, M., Mariën, S. & Pauwels, T. (2010). Where do distrusting voters turn if there is no viable exit or voice option ? The impact of political trust on electoral behaviour in the Belgian regional elections of June 2009. *Government and Opposition*, 46(2), 245-273.

- Jennings, M.K. (1998). Political trust and the roots of devolution. In : Braithwaite, V. & Levi, M. (Eds.). *Trust and Governance* (pp. 218-244). New York : Russell Sage Foundation.
- Mariën, S. & Hooghe, M. (2011). Does political trust matter ? An empirical investigation into the relation between political trust and support for law compliance. *European Journal of Political Research*, 50(2), 267-291.
- Norris, P. (Ed.) (1999). *Critical Citizens : Global Support for Democratic Governance*. Oxford : Oxford University Press.
- Putnam, R.D. & Pharr, S.J. (Eds.) (2000). *Disaffected Democracies*. Princeton, NJ : Princeton University Press.
- Schoon, I. & Cheng, H. (2011). Determinants of political trust : A lifetime learning model. *Developmental Psychology*, 47(3), 619-631.
- Solé-Ollé, A. & Sorribas-Navarro, P. (2018). Trust no more ? On the lasting effects of corruption scandals. *European Journal of Political Economy*, 55, 185-203.
- van der Meer, T. & Dekker, P. (2011). Trustworthy states, trusting citizens ? A multilevel study into objective and subjective determinants of political trust. In : Zmerli, S. & Hooghe, M. (Eds.), *Political trust : Why context matters* (pp. 95-116). Essex : ECPR Press.
- Van Roosbroek, S. (2006). Vertrouwen in de overheid. In : Van Roosbroek, S. & Van de Walle, S. (Eds.). *Werken aan de overheid : De mening van de burger* (pp. 17-20). Louvain : Instituut voor de Overheid.